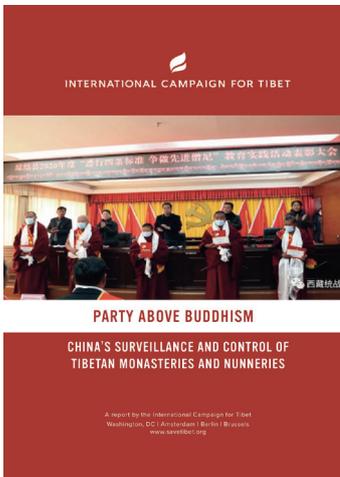


UN NOUVEAU RAPPORT D'ICT RÉVÈLE QUE LE PCC RESSERRE SON EMPRISE SUR LE BOUDDHISME TIBÉTAIN

UN NOUVEAU RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET RÉVÈLE COMMENT DE NOUVELLES MESURES PRISES PAR LA CHINE POUR SURVEILLER ET CONTRÔLER LA COMMUNAUTÉ MONASTIQUE TIBÉTAINE MENACENT LA SURVIE D'UN BOUDDHISME TIBÉTAIN AUTHENTIQUE, FONDEMENT DE LA CULTURE TIBÉTAINE.



À l'heure actuelle, le Parti communiste chinois (PCC) considère le bouddhisme tibétain comme une menace pour son pouvoir et, en tant que figures de proue du mouvement tibétain de résistance non violente, les nonnes et les moines constituent le groupe le plus ciblé par la répression au Tibet.

Le rapport «*Quand le Parti prime sur le bouddhisme: La surveillance et le contrôle exercés par la Chine sur les monastères et les couvents tibétains*», publié le 10 mars, jour de l'anniversaire du soulèvement tibétain, examine les changements politiques et institutionnels opérés par le PCC pour forcer les moines et les nonnes à servir ses intérêts.

Il cite des exemples frappants de l'emprise croissante de la Chine sur le bouddhisme tibétain, dont :

- le fait de charger une agence du Parti communiste de surveiller directement les couvents et les monastères ;
- le stationnement d'agents de police et de cadres du Parti à l'intérieur des institutions religieuses ;
- la sinisation du bouddhisme tibétain, impliquant l'inféodation des institutions, des canons et du clergé bouddhistes tibétains à la direction du Parti communiste et à ses valeurs fondamentales plutôt qu'aux préceptes du bouddhisme ;
- l'organisation de programmes de «rééducation» pour les nonnes et les moines, au cours desquels ils sont incités à devenir de fidèles disciples du PCC et à relayer la propagande du Parti ;
- l'exercice de pressions sur les nonnes et les moines pour les forcer à renier le Dalai-lama et pour revendiquer la désignation de sa réincarnation.

Le rapport explique comment les nouvelles mesures prises par la Chine entraînent, lentement mais sûrement, le déclin des couvents et des monastères en tant que centres d'apprentissage du bouddhisme tibétain – un rôle qu'ils ont assumé pendant des siècles lorsque la culture tibétaine était florissante.

Téléchargez le rapport «*Quand le Parti prime sur le bouddhisme: La surveillance et le contrôle exercés par la Chine sur les monastères et les couvents tibétains*» [ici](#).



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Un nouveau rapport d'ICT révèle que le PCC resserre son emprise sur le bouddhisme tibétain
- 2 L'UE sanctionne la Chine pour des violations des droits de l'homme commises à l'encontre des Ouïghours
- 3 Dernier tour des élections pour les Tibétains en exil
- 4 Les participants à la Journée virtuelle de lobbying en faveur du Tibet exhortent le Parlement européen à agir
- 5 Manifestations, déclarations et solidarité à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement tibétain
- 6 La question du Tibet soulevée à la dernière session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU
- 7 La Suisse fait part de ses préoccupations concernant les Tibétains dans sa première Stratégie sur la Chine
- 8 Une nouvelle réglementation en matière de contre-espionnage contraint les Tibétains à s'espionner mutuellement
- 9 32^{ème} anniversaire du Panchen Lama
- 10 Le point sur les prisonniers politiques
- 11 Suggestion de lecture
- 12 Événements à venir
- 13 Tibet Talks



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

L'UE SANCTIONNE LA CHINE POUR DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES À L'ENCONTRE DES OUIGHOURS

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS DE LA PLACE TIANANMEN EN 1989, L'UNION EUROPÉENNE A IMPOSÉ DES SANCTIONS À LA CHINE POUR SES GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME, PROVOQUANT L'IRE DE PÉKIN.



Le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, lors de la conférence de presse qui a suivi le Conseil des affaires étrangères de l'UE du 22 mars, au cours duquel les sanctions européennes ont été adoptées. (Photo: Union européenne)

Le 22 mars, le Conseil de l'Union européenne a [décidé](#) de sanctionner une entité et quatre responsables chinois en gelant leurs avoirs et leur interdisant l'accès au territoire de l'UE, en raison de leur implication dans de graves violations des droits de l'homme au Turkestan oriental. Ces sanctions, prises dans le cadre du régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme récemment adopté par l'UE, ont été suivies de sanctions similaires imposées par le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis.

Pékin a immédiatement [riposté par des contre-sanctions](#) visant plusieurs fonctionnaires, députés et universitaires européens, notamment le

Comité politique et de sécurité du Conseil européen, la sous-commission droits de l'homme du Parlement européen, l'expert du Xinjiang Adrian Zenz et le président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec la République populaire de Chine, Reinhardt Bütikofer.

Des députés et des gouvernements de toute l'Europe ont réagi avec indignation à ces sanctions, et certains pays [ont convoqué leurs ambassadeurs chinois](#) en signe de protestation. « *Lorsque la Chine sanctionne des responsables politiques, des institutions et des dissidents européens libres, simplement parce qu'ils se sont montrés critiques son égard, il s'agit d'une attaque manifeste contre la liberté d'expression des citoyens en Europe et au Danemark* », a par exemple déclaré le ministre danois des Affaires étrangères, Jeppe Kofod. « *L'Europe n'est pas un punching-ball. [...] Nous sommes un espace de liberté [...] et nous n'accepterons aucune intimidation* », a également indiqué le président du Parlement européen, David Sassoli.

Ces tensions pourraient menacer l'accord sur les investissements UE-Chine, conclu sur le principe en décembre, étant donné que trois des quatre plus grands groupes du Parlement européen – qui doit se prononcer sur l'accord début 2022 – ont déclaré qu'ils ne le soutiendraient pas tant que les sanctions chinoises ne seraient pas levées.

ICT s'est félicité des sanctions adoptées par l'Union européenne et elle a exhorté l'UE et ses États membres à les étendre aux personnes responsables de graves violations des droits de l'homme au Tibet, en Mongolie intérieure et à Hong Kong.

DERNIER TOUR DES ÉLECTIONS POUR LES TIBÉTAINS EN EXIL

LE 11 AVRIL, LES TIBÉTAINS EN EXIL ONT PARTICIPÉ AU DERNIER TOUR DES ÉLECTIONS QUI VISAIENT À CHOISIR LEUR DIRIGEANT POLITIQUE ET LES 45 MEMBRES DE LEUR PARLEMENT.

Les candidats au poste de Sikyong – le Président de l'Administration centrale tibétaine – étaient Penpa Tsering, qui a été président du Parlement tibétain en exil, et Kaydor Aukatsang, ancien conseiller du Sikyong. Les 45 nouveaux parlementaires comprendront dix députés pour chacune des trois provinces tibétaines traditionnelles de l'U-Tsang, du Kham et de l'Amdo, deux députés issus de chacune des quatre grandes écoles du bouddhisme tibétain et de la religion bön, deux députés représentant les Tibétains vivant en Europe et

dans les Amériques, ainsi qu'un député représentant l'Australasie et d'autres régions d'Asie.

La campagne a été relativement morne cette fois-ci, en partie à cause de la pandémie. Les deux candidats au poste de Sikyong et de nombreux candidats députés ont toutefois fait campagne en ligne. Une plateforme web baptisée « Smartvote Tibet » a par exemple été créée pour inviter les

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2

candidats et les électeurs à répondre à une série de questions. L'objectif était d'ensuite proposer aux électeurs un classement des candidats qui correspondaient le mieux à leurs réponses.

Les résultats officiels des élections seront annoncés le 14 mai, mais d'après le décompte des voix effectué par les commissions électorales régionales, le vainqueur serait Penpa Tsering.



Les deux candidats au poste de Sikyong: Penpa Tsering (à gauche) et Kelsang Dorjee Aukatsang (à droite).

LES PARTICIPANTS À LA JOURNÉE VIRTUELLE DE LOBBYING EN FAVEUR DU TIBET EXHORTENT LE PARLEMENT EUROPÉEN À AGIR

LORS D'UNE JOURNÉE DE LOBBYING EN FAVEUR DU TIBET, ORGANISÉE EN LIGNE CONJOINTEMENT PAR INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET ET LE GROUPE D'INTÉRÊT SUR LE TIBET DU PARLEMENT EUROPÉEN (TIBET INTEREST GROUP) LE 19 AVRIL DERNIER, SIX JEUNES TIBÉTAINS DE SIX PAYS DE L'UE ONT PRÉSENTÉ DES MESURES CONCRÈTES QUE LE PARLEMENT EUROPÉEN POURRAIT METTRE EN PLACE POUR RENFORCER ENCORE SON SOUTIEN AU PEUPLE TIBÉTAIN.



Une capture d'écran de la discussion en ligne entre les participants et les eurodéputés. Les lobbyistes étaient six Tibétains vivant dans six pays européens: Mme Kunsel Rinchen Dorjee des Pays-Bas, Mme Tenzin Dhazay d'Irlande, Mme Yeshey Paden de Suède, M. Tenzin Khentse de Pologne, M. Kelsang Gonnot de France et M. Lobsang Wangpo de Belgique.

L'événement a débuté dans la matinée par une séance d'information, au cours de laquelle les participants ont été informés de la situation actuelle des droits de l'homme au Tibet, de l'état des relations entre l'UE et la Chine, ainsi que des activités de plaidoyer et de militantisme en faveur du Tibet. Ils se sont également mis d'accord sur les principaux sujets et messages qu'ils souhaitaient partager

avec les eurodéputés. Les participants se sont ensuite retrouvés en fin d'après-midi pour une séance extraordinaire en ligne du groupe d'intérêt sur le Tibet du Parlement européen, organisée par son président, l'eurodéputé Mikuláš Peksa (République tchèque, Verts/ALE). Les eurodéputés Hannes Heide (Autriche, S&D), Aušra Maldeikiene (Lituanie, PPE), Carles

Puigdemont, Clara Ponsatí et Antoni Comín (Catalogne, NI) ont également participé ou étaient représentés.

Après s'être rapidement présentés, les six lobbyistes ont chacun donné de brèves explications sur une question précise liée au Tibet – à savoir la liberté de religion et la succession du Dalaï-lama, l'accès au Tibet, l'éducation et la langue, les questions environnementales, les immolations par le feu et l'influence de la Chine en Europe. Ils ont également proposé des mesures concrètes que le Parlement européen pourrait mettre en place pour renforcer encore son soutien au peuple tibétain.

Les eurodéputés ont salué cette possibilité d'échanger directement avec les Tibétains et ont également réagi positivement aux idées soulevées, notamment à la suggestion de l'adoption par le Parlement d'une résolution condamnant l'ingérence chinoise dans la succession du Dalaï-lama.

[Cliquez ici pour visionner l'enregistrement de la réunion en ligne entre les participants à la Journée de lobbying en faveur du Tibet et les eurodéputés.](#)

MANIFESTATIONS ET SOLIDARITÉ À L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT TIBÉTAIN

LE 62^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU SOULÈVEMENT TIBÉTAIN, LE 10 MARS, A DONNÉ LIEU À DES ÉVÉNEMENTS COMMÉMORATIFS ET À DES DÉCLARATIONS DE SOLIDARITÉ D'AUTRES GROUPES PERSÉCUTÉS, AINSI QU'À DES MESSAGES D'ÉLUS DU MONDE ENTIER.



À Bruxelles, la communauté tibétaine a organisé deux manifestations avec le soutien du bureau d'ICT à Bruxelles – l'une au rond-point Schuman et l'autre devant l'ambassade de la République populaire de Chine. (Photo: ICT)

Comme chaque année en ce jour important pour les Tibétains – qui commémore le 10 mars 1959, date à laquelle des milliers de Tibétains sont morts lors d'un soulèvement massif contre l'oppression chinoise –, International Campaign for Tibet a participé à plusieurs manifestations en Europe et aux États-Unis.

Des responsables politiques du monde entier ont exprimé leur soutien au Tibet à cette occasion, notamment la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, [Nancy Pelosi](#), et l'eurodéputé Mikuláš Peksa, qui, lors d'un rassemblement à Bruxelles, a déclaré : « *L'Europe ne peut rester de marbre face à la tragédie que continue de connaître le Tibet* ». D'autres députés européens ont tweeté des photos d'eux-mêmes portant un masque à l'effigie du drapeau tibétain, dont [Aušra Maldeikiene](#) et [Francisco Guerreiro](#). Des membres d'autres groupes opprimés par Pékin ont également exprimé leur solidarité avec les Tibétains, comme le militant chinois pour la démocratie [Yang Jianli](#) et les dirigeants du Congrès mondial ouïghour, qui ont [souligné](#) que les Tibétains et les Ouïghours « *partage[ai]ent une histoire et une lutte similaires* ».

Comme chaque année aux alentours de cette période sensible sur le plan politique, les autorités chinoises ont [renforcé les restrictions au Tibet](#). Elles surveillent les échanges d'informations en ligne et arrêtent des Tibétains en rue pour vérifier qu'aucun contenu interdit ne figure sur leurs téléphones portables.

LA QUESTION DU TIBET SOULEVÉE À LA DERNIÈRE SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

LA 46^{ÈME} SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES, QUI S'EST TENUE VIRTUELLEMENT DU 22 FÉVRIER AU 23 MARS, S'EST AVÉRÉE PLUTÔT ENCOURAGEANTE, PUISQUE LE NOMBRE DE PAYS EXPRIMANT LEURS PRÉOCCUPATIONS QUANT À LA SITUATION AU TIBET A LÉGÈREMENT AUGMENTÉ.

Au total, neuf pays – l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, les Pays-Bas, la République tchèque ainsi que la Slovaquie qui s'est exprimée au nom de 26 États membres de l'UE – ont explicitement mentionné le Tibet lors du débat général au titre du point 4 « Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil ». Il s'agit d'une nette augmentation par rapport aux sessions précédentes, qui montre que la communauté internationale est de plus en plus sensible à la cause tibétaine et

inquiète quant au sort des Tibétains, et ce, en dépit des efforts déployés par le gouvernement chinois pour museler les critiques sur ses exactions.

ICT a également prononcé deux déclarations au nom de la Helsinki Foundation for Human Rights lors de cette session : l'une sur la [série de décès de Tibétains des suites de tortures et de mauvais traitements en détention](#) et l'autre sur [le programme de travail forcé au Tibet](#).

LA SUISSE FAIT PART DE SES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT LES TIBÉTAINS DANS SA PREMIÈRE STRATÉGIE SUR LA CHINE

LE 19 MARS 2021, LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE A ADOPTÉ SA PREMIÈRE STRATÉGIE PUBLIQUE SUR LA CHINE - UN DOCUMENT QUI DÉFINIT LES OBJECTIFS ET LES MESURES PRÉVUES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DE LA SUISSE SUR LA CHINE POUR LES ANNÉES 2021-2024.

Ce document, qui s'articule autour de quatre domaines clés (paix et sécurité, prospérité, développement durable et numérisation), montre que la Suisse est pleinement consciente des tentatives chinoises de remanier en sa faveur le système multilatéral – et en particulier le système international des droits de l'homme. Il y est également fait état de la dégradation de la situation des droits de l'homme en Chine, et notamment de l'« augmentation de la pression » exercée sur les droits des Tibétains et des Ouïghours.

La stratégie suisse sur la Chine est disponible en [français](#), en [allemand](#) et en [italien](#).

UNE NOUVELLE RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE DE CONTRE-ESPIONNAGE CONTRAINT LES TIBÉTAINS À S'ESPIONNER MUTUELLEMENT

LA RÉGION AUTONOME DU TIBET A RÉCEMMENT PUBLIÉ DES RÈGLES ENCOURAGEANT LES TIBÉTAINS À S'ESPIONNER ENTRE EUX AINSI QU'À ESPIONNER LES ÉTRANGERS AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE DE LA CHINE.

La « réglementation relative à la sécurité en matière de contre-espionnage de la Région autonome du Tibet », qui est entrée en vigueur en début d'année, prouve, une fois de plus, que le Parti communiste chinois a renoncé à coopter les Tibétains et s'attache désormais à les soumettre et à les réduire au silence pour conserver son contrôle politique. Cela fait des dizaines d'années que la Chine oblige les Tibétains à s'espionner mutuellement, mais cette nouvelle réglementation reconnaît et approuve ouvertement cette pratique.

Bon nombre des 32 dispositions de la réglementation réaffirment celles de la « loi sur le contre-espionnage », adoptée au niveau national, mais certaines dispositions se distinguent par leur lien avec les politiques partiales de Pékin à l'égard des Tibétains. Par exemple,

la notion de « contre-espionnage » dans la RAT englobe des activités telles que la « sécession ethnique », le « conflit ethnique » et l'« utilisation de la religion pour mettre en danger la sécurité nationale ».

En raison de l'entrée en vigueur de cette réglementation, « *il est plus probable qu'auparavant qu'une personne soit accusée d'espionnage ou d'autres atteintes à la sécurité nationale si elle recueille des informations locales sur les violations des droits de l'homme et les transmet à des organisations en dehors de la Chine* », a déclaré l'avocat militant chinois Wang Tiancheng, ajoutant que les visiteurs étrangers risquent également davantage d'être accusés d'espionnage s'ils recueillent des informations sur la situation des droits de l'homme.

32^{ÈME} ANNIVERSAIRE DU PANCHEN LAMA

ALORS QUE LE 11^{ÈME} PANCHEN LAMA PASSAIT UN AUTRE ANNIVERSAIRE SÉPARÉ DE SON PEUPLE, GOUVERNEMENTS, ÉLUS ET SYMPATHISANTS DU TIBET À TRAVERS LE MONDE ONT MONTRÉ QU'ILS NE L'OUBLIAIENT PAS, ET ONT DEMANDÉ DE POUVOIR LUI RENDRE VISITE.

Le 11^{ème} Panchen Lama, le plus haut chef spirituel tibétain après le Dalaï-lama, a eu 32 ans le 25 avril. Né Gedhun Choekyi Nyima, il est devenu le plus jeune prisonnier politique du monde à l'âge de 6 ans, lorsqu'il fut kidnappé

par les autorités chinoises avec sa famille en 1995, quelques jours seulement après que le Dalaï-lama l'a reconnu comme la réincarnation du précédent 10^{ème} Panchen Lama. Personne ne l'a vu en public depuis, et la Chine rejette

les appels répétés en faveur de sa libération.

Le gouvernement américain ainsi que plusieurs parlementaires, l'Administration centrale tibétaine, des ONG

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2



de défense des droits de l'homme et d'autres victimes de l'oppression chinoise dans le monde ont exprimé leur soutien à l'occasion de son anniversaire, et ont appelé la Chine à révéler où il se trouve. ICT a également mené une campagne en ligne lors de laquelle Tibétains et sympathisants de la cause tibétaine ont allumé des bougies qu'ils ont prises en photo et partagées sur les réseaux sociaux avec le hashtag #LightForPanchenLama, afin de sensibiliser le public à sa disparition forcée. À La Haye et à Bruxelles, des manifestations ont également eu lieu devant les ambassades chinoises, où les participants ont appelé la Chine à libérer le Panchen Lama immédiatement et sans condition.

[Lisez la déclaration d'ICT à l'occasion du 32^{ème} anniversaire du Panchen Lama \(en anglais\).](#)

[Lisez un article de blog de Bhuchung Tsering d'ICT sur le Panchen Lama \(en anglais\).](#)

Des bougies ont été allumées devant l'ambassade de Chine à Bruxelles en solidarité avec le Panchen Lama. (Photo: ICT)

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

TASHI GYAL

PARCE QU'IL AVAIT PARTAGÉ UNE PHOTO DU DALAI-LAMA SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX EN 2015, UN NOMADE TIBÉTAIN NOMMÉ TASHI GYAL A ÉTÉ CONDAMNÉ L'ANNÉE DERNIÈRE À UN AN DE PRISON POUR « INCITATION AU SÉPARATISME ».



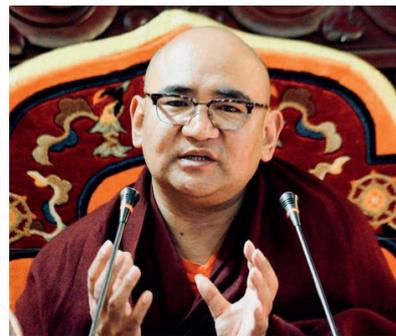
Selon un [article](#) publié par l'ONG chinoise basée à l'étranger Rights Defender, Tashi Gyal a été arrêté le 30 mai 2020 pour avoir partagé des informations en rapport avec le Tibet, notamment sur le Dalaï-lama et l'Administration centrale tibétaine (ACT), sur WeChat en 2015.

Auparavant, il avait également publié des photos du guide spirituel tibétain, du président de l'ACT et du drapeau national tibétain, et il avait appelé à l'indépendance du Tibet sur les réseaux sociaux.

Début mai 2020, les autorités locales l'ont détenu et interrogé pendant 15 jours. Il a ensuite été officiellement arrêté, avant d'être condamné le 13 octobre 2020 à un an de prison pour « incitation au séparatisme » et « atteinte à la sécurité nationale » par le tribunal intermédiaire de la préfecture de Golog, dans la province tibétaine de l'Amdo. Son procès s'étant apparemment déroulé à huis clos et à l'insu de ses proches, la nouvelle de sa condamnation n'a été révélée que récemment.

GO SHERAB GYATSO

SELON DE NOUVELLES INFORMATIONS, LES AUTORITÉS CHINOISES ONT PLACÉ EN DÉTENTION L'ÉMINENT ÉRUDIT ET ÉCRIVAIN BOUDDHISTE TIBÉTAIN GO SHERAB GYATSO.



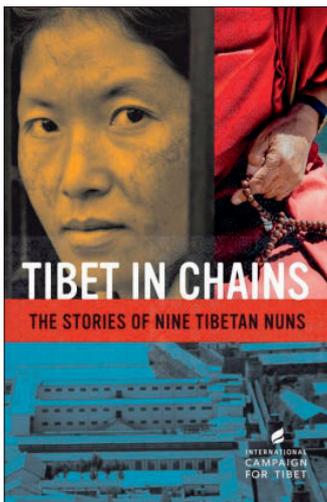
Le moine de 45 ans – qui a déjà été emprisonné par le passé pour son plaidoyer en faveur de la liberté d'enseignement au sein des monastères – a été placé en détention à Chengdu par des fonctionnaires de la région autonome du Tibet le 26 octobre 2020,

d'après un Tibétain en exil. Cette information vient seulement d'être communiquée, car des connaissances de Go Sherab Gyatso espéraient que sa libération pourrait être obtenue sans attirer l'attention du public.

Aucune information sur les circonstances de son placement en détention ou sur le lieu où il se trouve n'était disponible. Il est donc difficile de savoir pourquoi M. Gyatso a été arrêté par des personnels de sécurité de la RAT, alors qu'il est originaire de la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba, dans la province du Sichuan.

SUGGESTION DE LECTURE

TIBET IN CHAINS: THE STORIES OF NINE TIBETAN NUNS (« LE TIBET ENCHAÎNÉ : LE RÉCIT DE NEUF NONNES TIBÉTAINES »), INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET



Au début des années 1990, les prisons de Lhasa comptaient des centaines de prisonniers politiques qui protestaient contre les abus de la Chine au Tibet. Parmi eux, un groupe de 14 nonnes, pour la plupart issues du couvent de Garu, près de Lhasa, a été emprisonné dans la très redoutée prison de Drapchi et s'est fait connaître sous le nom des «14 de Drapchi» après avoir enregistré des chansons à la gloire du Dalaï-lama et du Tibet en prison. Ce livre raconte l'histoire de neuf de ces nonnes et permet de mieux comprendre le rôle joué par les nonnes tibétaines dans le mouvement pour la liberté du Tibet. Leurs histoires personnelles donnent une idée de leur vie au Tibet, de leur

motivation à s'élever contre l'oppression – en sachant pertinemment qu'elles risquent d'être sévèrement punies –, de l'importance de la religion, de la culture et de l'identité tibétaines, ainsi que de la raison pour laquelle le monde ne doit pas abandonner le peuple tibétain.

Le livre peut être téléchargé [ici](#).

Le 25 février, le bureau d'ICT de Washington D.C. a organisé un épisode spécial des Tibet Talks au cours duquel deux de ces nonnes, Ngawang Sangdrol et Phuntsog Nyidron, ont raconté une partie de leur histoire. Vous pouvez regarder l'enregistrement de cet événement émouvant [ici](#).

ÉVÉNEMENTS À VENIR

• 21 JUIN - 9 JUILLET : 47^{ème} session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

TIBET TALKS

« BREAK THE SILENCE: TIBET WAS NEVER PART OF CHINA » (« BRISER LE SILENCE : LE TIBET N'A JAMAIS FAIT PARTIE DE LA CHINE »).

2 March
17:00 PM

Break the silence: Tibet was never part of China
in conversation with Michael van Walt van Praag

Selon le gouvernement chinois, le Tibet a toujours fait partie de la Chine. Mais pour Michael van Walt van Praag, un expert en droit international et en relations internationales spécialisé dans les conflits inter-États et récemment co-auteur d'une étude sur cette question ([Tibet Brief 20/20](#)), cette affirmation ne repose sur aucun fondement juridique. Dans cet épisode des Tibet Talks Europe, Michael van Walt et ICT ont discuté des implications de cette nouvelle étude pour la Chine et d'autres États, ainsi que de la manière dont elle pourrait contribuer à la négociation d'une solution au conflit sino-tibétain.

[Cliquez ici pour visionner le 11^{ème} épisode des Tibet Talks Europe – Briser le silence: le Tibet n'a jamais fait partie de la Chine \(en anglais\).](#)